



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate
7 février 2018

Les organisations de la profession enseignante de l'Atlantique attribuent une note d'échec au gouvernement de la Nouvelle-Écosse pour sa réaction face aux recommandations déficientes du rapport Glaze.

(St-John's, Terre-Neuve-et-Labrador) Le Conseil atlantique et territorial des organisations de la profession enseignante (CATOPE) se réunit cette semaine à St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador. CATOPE, qui regroupe les organisations de la profession enseignante des provinces de l'Atlantique de Terre-Neuve-et-Labrador (NLTA), de la Nouvelle-Écosse (NSTU), du Nouveau-Brunswick (AEFNB, NBTA, FENB), de l'Île-du-Prince-Édouard (PEITF) et du Nunavut (NTA), est consterné et

préoccupé de la réaction du gouvernement de la Nouvelle-Écosse face aux recommandations formulées dans le rapport « Relever la barre », rédigé par Avis Glaze, qui se proclame conseillère internationale dans le domaine de l'éducation. Le rapport Glaze contient 22 recommandations. Onze d'entre elles ont été rapidement acceptées par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse. Parmi elles, nous retrouvons l'élimination des conseils scolaires élus, le retrait des directions d'école et directions adjointes du syndicat des enseignantes et des enseignants de la Nouvelle-Écosse (NSTU) et la création d'un collège des enseignantes et des enseignants. Toutes les organisations qui composent CATOPE conviennent que la décision du gouvernement de la Nouvelle-Écosse de mettre en œuvre ces recommandations est contre-productive pour favoriser la collaboration dans le système scolaire et constitue un pas en arrière pour les raisons suivantes:

- Le retrait des directions d'école et des directions adjointes de l'unité syndicale du personnel enseignant n'améliorera pas la qualité de l'éducation, et contribuera à créer un climat conflictuel au sein du système scolaire;
- la création d'un collège des enseignantes et des enseignants est un autre modèle de bureaucratie inutile et coûteux qui n'aidera en rien à améliorer la qualité de l'éducation des élèves; et
- la fusion des districts scolaires a été utilisée historiquement dans la région de l'Atlantique comme mesure d'économie, mais il y a peu de preuves qu'elle fonctionne. Plus particulièrement, les provinces et les territoires du Canada avec les meilleurs résultats scolaires ont des conseils scolaires élus, plus petits et contrôlés localement.

Les membres de CATOPE conviennent que ces décisions ne sont pas prises dans le meilleur intérêt des élèves. Les leaders en éducation présents à St-John's, Terre-Neuve-et-Labrador, jugent également importants les principaux enjeux non abordés

par le gouvernement néo-écossais. De nombreux éléments qui auraient pu entraîner des changements et des améliorations importantes dans le système d'éducation sont absents. Par exemple, il n'y a aucune action pour:

- Élaborer des stratégies ciblées pour les secteurs problématiques en éducation, tels que l'éducation en milieu rural, l'enseignement du français, les élèves vivant dans la pauvreté ou en famille d'accueil;
- offrir davantage de ressources dans les écoles pour la santé, la santé mentale, la justice et les services à la famille;
- offrir un soutien cohérent aux nouvelles communautés d'immigrants, en plus d'un soutien aux élèves, aux parents et au personnel enseignant; et
- planifier la main-d'œuvre, le recrutement et former les enseignantes et les enseignants qui travaillent dans les communautés défavorisées et plus éloignées. Ce sont là des mesures positives bien fondées qui feraient une différence pour les élèves et le personnel enseignant.

On constate notamment l'absence d'éléments qui permettraient de responsabiliser davantage le gouvernement provincial, comme un ombudsman indépendant ou des lignes directrices claires pour l'entretien et la construction des écoles. Le gouvernement n'a toujours pas abordé les questions de la taille des classes, le soutien nécessaire à l'inclusion scolaire ou le manque de spécialistes pour appuyer le nombre d'élèves dans les écoles."

APPEL À L'ACTION

CATOPE demande au gouvernement de la Nouvelle-Écosse de reconsidérer sa décision de mettre en œuvre les recommandations du rapport Glaze. Depuis plusieurs années, les enseignantes et les enseignants de la Nouvelle-Écosse ont tenté de discuter avec le gouvernement de questions concrètes, comme la surpopulation des salles de classe, la violence à l'école, le sous-financement et les questions administratives du système scolaire. La réponse décevante du gouvernement a été d'accepter des recommandations visant à économiser de l'argent sur le dos des élèves et du personnel enseignant tout en affaiblissant l'organisation professionnelle qui milite en faveur des questions en éducation.

-30-

Pour plus d'informations, communiquez avec nous:

AEFNB	Sylvain Lavoie	1-506-452-1743	sylvain.lavoie@aefnb.ca
NBTA	Blake Robichaud	1-506-452-1833	blake.robichaud@nbta.ca
NLTA	Lesley-Ann Browne	1-709-682-3751	labrowne@nlta.nl.ca
NSTU	Angela Murray	1-902-497-0194	amurray@staff.nstu.ca
NTA	Heather Campbell	1-867-979-0750	hcampbell@ntanu.ca
PEITF	Chad Gallant	1-902-569-4157	chad.gallant@peitf.com



Prince Edward Island
Teachers' Federation

